



Education et biopolitique

Julien CUEILLE

Les discours convenus sur l'école ne cessent de se déverser, année après année, dans la grande mémoire aveugle de nos archives numériques. Pris dans les filets d'une rhétorique implacable, le débat entre Anciens et Modernes retombe dans des lieux communs largement rebattus, revivifiant des catégories codifiées depuis des siècles (au moins depuis Platon) et des oppositions à la hache. Le dualisme met en joie la pensée, la reconforte, la guide. Aux arguments des partisans de l'autorité on pourra opposer leur rigorisme, leur manque d'esprit démocratique, leur attachement au passé ; aux amis de la liberté, leur démagogie, leur absence d'exigence, leur laisser-aller. Sans doute la décomposition actuelle des idéologies jadis dites « progressistes » et la crise générale ouvre-t-elle la voie à une expression décomplexée d'un réactionnarisme élitiste plus arrogant que jamais. Plus les institutions se craquellent et plus la peur augmente, ouvrant la voie à toutes les nostalgies, les « retours à », les tentatives de restauration artificielle d'un ordre désormais brouillé. La facilité inquiétante avec laquelle une partie du corps enseignant, pour ne parler que d'un groupe social jusque-là plutôt classé « à gauche », se laisse séduire, et donne son consentement, par et à des discours parfaitement antidémocratiques, illustre la puissance des schémas collectifs et la vulnérabilité des consciences à l'air du temps. De manière générale, couler sa pensée dans des catégories préexistantes est un fonctionnement beaucoup moins coûteux que de devoir penser et créer de toute pièces des concepts en intégrant la somme considérable d'informations nouvelles qui nous parviennent de notre environnement. Lire le monde d'aujourd'hui à travers les catégories vieillies d'un monde désormais disparu nous rassure

devant l'échappement d'une société en expansion, et à vitesse exponentielle. Les bénéfiques en sont non négligeables : cela permet d'entretenir l'illusion, y compris dans notre propre camp, que rien n'a changé. Comme en politique, où le théâtre du bipartisme perpétue les réflexes conditionnés en faisant croire que le mot « alternance » a encore un sens, le débat sur l'éducation continue à se structurer selon les mêmes poncifs, occultant la mutation anthropologique inouïe qui dans notre dos a déjà fissuré les cadres et brouillé les cartes.

Techniques managériales et manipulation : le lieu du pouvoir

Depuis plus de 25 ans déjà les méthodes du management public se sont progressivement étendues, d'abord dans les pays anglo-saxons puis, à travers les institutions internationales et européennes, en Europe et en France. Cette culture de la performance et du pilotage par l'évaluation, maintenant mieux connue - grâce en particulier aux travaux de Nico Hirrt, mais aussi de R. Normand¹ et de N. Mons² - cible les compétences « basiques » en vue de l'employabilité, et recherche l'efficacité en instaurant des obligations de résultats pour les élèves et pour les enseignants, et en

1 INRP, Université de Lyon, Networks of Experts in Social Sciences for Education, revue "Education et sociétés"

2 Spécialiste de l'analyse internationale des politiques éducatives, Université de Paris-Est Marne-la-Vallée, chercheur au LATTS, laboratoire mixte Ecole des ponts-CNRS-Paris-Est MLV, a participé à l'ouvrage collectif *Où va l'éducation entre public et privé ?*, de Boeck 2011, coord. Yves Dutercq.

liant l'octroi de subventions et/ou les salaires aux résultats. Aujourd'hui 85% des pays de l'OCDE ont adopté les outils des évaluations standardisées³. De fait les effets obtenus ne sont pas toujours à la hauteur : comme le montrent les observations faites au Texas dès le début des années 90, les effets pervers sont nombreux, entre autres le phénomène du « **teaching to the test** » : l'évaluation locale, à la fois juge et partie, tend à introduire des biais, entre autres l'exclusion des élèves les moins performants afin d'améliorer les scores. De façon plus générale, les contenus d'enseignement sont pilotés par l'évaluation et calibrés de façon utilitaire, l'inflation des dispositifs d'évaluation généralisée dévoreuse de temps et d'énergie conduisant parfois de façon absurde à sacrifier l'apprentissage au profit du test. Alors même que la recherche n'a pas démontré le caractère efficace des tests en matière de progression des acquis⁴, en revanche des phénomènes de renforcement de ségrégation sociale et ethnique ont été observés là où des sanctions financières sont appliquées en fonction des performances aux évaluations : on enlève les moyens là où cela ne fonctionne pas et on donne plus aux meilleurs.

Si chacun identifie bien les stratégies de « communication persuasive » de type publicitaire (par exemple le matraquage médiatique qui produit une imprégnation par le vocabulaire managérial), la mise en œuvre de stratégies plus subtiles peut passer inaperçue de la majorité. Le recours à des alibis pédagogiques, grâce à un vocabulaire inspiré des sciences de l'éducation (autonomie de l'élève, compétences, personnalisation, interdisciplinarité), voire carrément de l'éducation nouvelle (pédagogie du projet, constructivisme), est un leurre grossier⁵ mais s'avère efficace, quoique pas suffisant. Si certains dispositifs sont imposés nationalement et la désobéissance sanctionnée (évaluations standardisées, livret de compétences...), selon des modèles classiques de soumission à l'autorité et de conformisation, il peut être tout aussi efficace d'obtenir une « conversion » par une « soumission librement consentie », l'impression de choisir librement un comportement étant au final plus gratifiante pour l'individu⁶. La contagion obtenue par des « expérimentations » même minoritaires est redoutable sur le long terme. Par ailleurs, la technique dite du « pied dans la porte »⁷ vise à commencer par des petites modifications en apparence anodines pour amener des changements beaucoup plus substantiels.

L'un des cas les plus flagrants et les insidieux de « pied dans la porte », d'autant qu'il s'appuie sur une légitimité particulière, est celui des TICE. L'envahissement de l'univers éducatif par **les technologies de l'information appliquées à l'éducation** s'est effectué avec retard, au nom d'une modernisation technologique

présentée comme allant de soi. La littérature officielle à ce sujet abonde et regorge de préconisations dont le point commun est l'absence totale de volonté d'associer les personnels aux décisions prises.

De l'usage des TICE à l'homme cognitif

Tout se passe comme si un glissement s'était opéré, des objectifs initiaux d'une meilleure préparation des élèves à vivre dans la société de l'information en les familiarisant avec l'usage des « nouvelles technologies » et éventuellement leurs dangers⁸, à un usage systématique des TICE censés améliorer les apprentissages par une « diversification des pratiques pédagogiques »⁹. Le recours aux technologies devient une fin en soi et un indicateur d'évaluation faisant partie des projets d'établissement et ouvrant droit à des financements publics de divers types. La notion de « responsabilité professionnelle » des enseignants ne concerne plus le développement chez les élèves d'un esprit critique ou seulement « citoyen » vis-à-vis des ressources informatiques, mais simplement le respect de la loi et des impératifs de sécurité, le droit et la protection des données¹⁰. En outre, depuis 2004 un schéma directeur des ENT (espaces numériques de travail) a été mis en place, favorisant l'extension progressive des infrastructures numériques dans les établissements¹¹. Au nom d'une simple « mise en cohérence » de l'outil technologique s'opère, à bas bruit, une véritable révolution pédagogique qui conduit à la gestion via les ENT de la « Vie scolaire », maintenant en partie dévolue aux enseignants

3 Du type de ceux qui sont utilisés en France en CE1 et CM2. Article de N. Mons publié par le Café pédagogique (expresso du 18.09.09)

4. N. Mons, op.cit.

5. Ce procédé révèle la duplicité perverse mais aussi l'incroyable capacité de l'organisation psychosociale libérale à digérer et retourner le discours adverse : voir, dans le domaine de l'entreprise, l'analyse classique de Boltanski et Chiapello dans *le Nouvel esprit du capitalisme*, NRF 1999.

6. Voir par exemple le Dossier documentaire de l'Ecole supérieure de l'Education nationale (ESEN), en lien avec les IGEN, à destination des personnels de direction (été 2010) : *Promouvoir une culture de l'évaluation et de pilotage pédagogique dans notre système éducatif* (p.7 : « 1.2. Le "pilotage pédagogique" : concilier la liberté pédagogique et l'autonomie des acteurs et les attentes fortes de l'institution "**Liberté pédagogique des enseignants et autonomie des établissements** »)

7. Sur toutes ces techniques de manipulation, voir le célèbre (à juste titre) *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, de Beauvois et Joulé, PUG, rééd. 2002. Jean-Léon Beauvois, qui avait accepté la direction scientifique du « Jeu de la mort » sur France 2 en mars 2010, est l'auteur récemment (septembre 2011) de *Les influences sournoises* (François Bourin).

8. Lire les proclamations vertueuses du B.O n°34 du 22.09.2005.

9. **Le C2i niveau 2 mis en place en 2006, et désormais obligatoire pour accéder aux métiers d'enseignement, officialise l'objectif central : « Intégrer des outils et des ressources dans une séquence d'enseignement »**, B.O. n°1 du 5 janvier 2006.

10. Ibid.

11. <http://eduscol.education.fr/chrgrt/SDET-v1.pdf>

(notamment saisie des absences) et *in fine* à une redéfinition du métier qui inclut désormais, implicitement, nombre de tâches nouvelles (saisie de données, échange électronique avec les élèves, voire les parents...) ou, explicitement, un alourdissement des tâches existantes (saisie du cahier de textes numérique), mais aussi à la mise à la disposition sur les réseaux d'établissement de certains contenus pédagogiques, désormais accessibles hors contexte « présentiel ». A aucun moment les orientations prises n'ont fait l'objet d'une décision collective ; le consensus fasciné autour des technologies de la communication est tel que le débat n'a pas lieu d'être.

C'est peut-être en ces termes qu'il conviendrait de poser aujourd'hui la question du lien entre éducation et politique. Au-delà des positions de principe un peu floues suivant lesquelles « tout serait politique », il est clair que des choix tels que les équipements TICE vont bien au-delà de simples mesures d'intendance ou même d'organisation des établissements. Les stratégies mises en œuvre s'adosent à des conceptions managériales, certes, et sont cohérentes avec les réformes du système éducatif et des politiques publiques centrées sur le « pilotage », doux euphémisme pour désigner la technocratisation et la normalisation du domaine pédagogique. Mais il s'agit bien d'une vision anthropologique implicite qui sous-tend ces mécanismes, c'est-à-dire d'une **redéfinition de l'humanité contemporaine selon un arsenal conceptuel qui puise largement dans la psychologie cognitive et les sciences de la communication** 12. La réduction de l'homme à une machine cognitive, au départ hypothèse pratique permettant d'étudier des modèles automatisés de la cognition, a rencontré un tel succès en termes de fécondité méthodologique qu'elle semble admise comme postulat de base qui régit les théories dominantes des sciences humaines d'aujourd'hui. La généralisation au domaine pédagogique des démarches d'évaluation, d'apprentissage par compétences, notamment, est directement importée du cognitivisme anglo-saxon qui fait actuellement quasi-consensus. Il n'est évidemment pas anodin que ces technologies d'enseignement s'accompagnent de la généralisation d'un environnement numérique, dont beaucoup pensent tout haut qu'il pourrait sans tarder se substituer au face-à-face pédagogique 13. Quelle vision de l'enfant, et de l'enseignant, derrière tout cela ? Quelle vision de l'homme donc ? L'interface homme-machine, placée au cœur des apprentissages au point de se substituer parfois à la communication interhumaine, ne dessine-t-elle pas une nouvelle figure, sinistre, du post-humain ? 14

Frankenstein contre la démocratie

Sans doute les technologies, qu'elles soient de gestion ou bien de l'information et de la communication, ne sont que des outils, qui en eux-mêmes n'engagent pas nécessairement un parti pris idéologique... Rien n'est moins sûr cependant, si l'on constate que la technologisation des sociétés s'effectue selon l'expansion d'un modèle dominant 15. Il s'agirait de la généralisation d'un certain type d'agir au détriment des autres (les traditions, mais aussi la discussion démocratique) et donc d'une conception politique, au sens fort d'organisation de l'espace social, par laquelle les individus sont invités à faire la preuve de leur efficacité et sont reconnus en tant que tels dans l'espace social. **Ce triomphe de l'homme oeconomicus et communicans libéral, calculateur, hyperefficient et individualiste** se nourrit bien entendu de la domination de la sphère économique et de son hégémonie sur tous les autres domaines du social. Il y a bien un air de famille (et un vocabulaire commun) entre les différentes composantes, psychologiques, économiques et scolaires, de l'homme contemporain : sommé de maximiser ses profits et de rationaliser ses choix, il doit investir dans son éducation dès le plus jeune âge, afin d'obtenir le meilleur rendement possible, et s'auto-évaluer en permanence pour adapter ses actes (et ses apprentissages) à ses buts stratégiques.

Reste-t-il possible de sortir de cette pensée unique ? Les catégories traditionnelles de la politique héritées de la Révolution Française et du XIXe siècle, à savoir la volonté générale, le droit, le citoyen, le peuple, la nation, l'idée même de République, ont cessé de fonctionner. Le pouvoir n'est plus, s'il l'a jamais été, le fait d'un gouvernement investi de la puissance publique et de la légitimité collective, ni même d'institutions traditionnelles représentatives d'une autorité, la justice, le travail, l'école, l'Église, l'armée ; les lois n'ont plus le monopole du pouvoir. Le théâtre du politique n'a plus prise sur un univers de flux sans cesse plus déterritorialisés, immatériels, inassignables, et qui se jouent autant des institutions que les crises se jouent des équilibres budgétaires. Les phénomènes politiques contemporains sont « biopolitiques », pour reprendre

12. Philippe Breton, *l'Utopie de la communication*, La découverte, 1992.

13. il suffirait pour cela de généraliser les outils qui existent déjà dans l'enseignement à distance et dans de nombreuses écoles ou instituts, principalement privés, qui, pour des raisons de moyens, utilisent le principe de la « visioconférence ».

14. Thème évoqué, à la suite de Nietzsche, par des penseurs tels que Peter Sloterdijk et des écrivains comme M. Houellebecq.

15. décrit comme rationalisation instrumentale, cognitive, téléologique et stratégique par Habermas (*Théorie de l'agir communicationnel*, Fayard 1981) à la suite de Weber.

les termes de Michel Foucault, c'est-à-dire **des mécanismes régulateurs qui interviennent directement sur la vie des populations et façonnent les individus jusque dans leur être le plus intime, les modelant selon des normes**. Ces technologies de gouvernement des corps (et des âmes par la même occasion) culminent dans la gouvernementalité économique. Ce sont des processus systémiques dont la complexité excède l'action volontaire d'un acteur, fût-il le prince, et auxquels les Etats sont eux-mêmes soumis, processus qui peuvent échapper au contrôle comme en témoignent les crises financières. Tout se passe comme si l'homme était devenu esclave de mécanismes ou de machines sur lesquelles il n'a plus de prise : la réalité finit par ressembler à un roman de science-fiction, le mythe de Frankenstein devenant archétypal 16. C'est en quelque sorte la machine du « progrès » elle-même qui s'est emballée, donnant l'impression que tout ce qui est réalisable techniquement finira inéluctablement par être réalisé, par-delà toute limite éthique ou simplement raisonnable. Le développement des biotechnologies appliquées à l'humain n'est plus totalement aujourd'hui de l'ordre du rêve ou du fantasme. L'essor incroyable des sciences et des technologies du vivant, qui en fait aujourd'hui le secteur industriel le plus porteur (bouclant la boucle de l'économie), réalise, plus qu'une utopie humaniste, le cauchemar d'une recherche toujours accrue, et incoercible, de maîtrise, qui va jusqu'à l'appareillage de l'humain par des dispositifs automatisés 17, parallèle aux tentatives de « reprogrammation » comportementaliste du cerveau. La communication est vue comme une sous-discipline de la biologie, dès lors que le vivant, du système nerveux au programme génétique intra-cellulaire lui-même, se définit comme transmission d'informations.

Ce n'est pas un hasard si **l'expansion du biopouvoir a coïncidé au XXe siècle avec l'émergence des totalitarismes**. La démocratie parlementaire, si elle s'est enracinée dans les consciences et même étendue à l'échelle de la planète, ne représente que la partie émergée de l'iceberg. Les mécanismes souterrains, économiques ou technologiques, qui organisent le social ne donnent pas prise à un contrôle démocratique, d'abord parce qu'ils sont systémiques : les acteurs sont interchangeable et emportés par une logique globale dont la complexité les dépasse. D'autre part, ces mécanismes biopolitiques, que les acteurs ne soupçonnent en général pas, prennent appui sur des processus inconscients, où les pulsions régressives d'emprise, mais aussi destructrices (voire autodestructrices) jouent un rôle moteur. La politique au sens traditionnel du terme, avec ses élections, ses gesticulations et ses discours de justification ne fournit qu'une représentation de la réalité tronquée, trompeuse et pathétiquement impuissante. La seule issue à la portée immédiate des imaginations reste le retour au passé, et

donc les mouvements populistes, de même que les régressions et la violence sont l'horizon naturel des pulsions.

Toutefois une auto-régulation devient possible dès lors qu'on se place dans le cadre d'une éthique communicationnelle et de la mutualisation des apprentissages, que l'accélération sans précédent de la communication, qui dissout les pesanteurs des sociétés figées d'autrefois et déconstruit les identités, favorise sans aucun doute 18. Mais comme dans une cure psychanalytique, le problème est de définir le bon rythme permettant aux pulsions de se lier et de se domestiquer au lieu de s'emballer dans une spirale infernale. Dans un tel schéma, les concepts morts des discours convenus sur l'éducation sont, comme les paroles creuses des bons républicains sur le citoyen ou la nation, incapables d'avoir prise sur le réel. En revanche les principes de l'éducation nouvelle, émancipation solidaire par la construction mutuelle des apprentissages, pour réaliser une démocratie en acte, sont appelés à connaître une brûlante actualité.

Emancipation sur la toile : de nouvelles créativité ?

Il faut se garder tout autant d'un optimisme béat quant aux potentialités offertes par la toile que d'une méfiance absolue. L'appropriation (ou le détournement) des contenus de savoir, notamment via Internet, par les individus produit des effets singuliers et imprévisibles, avec lesquels les industries culturelles doivent compter. Le phénomène Wikipedia en est l'illustration la plus éclatante, par son succès qui dément toutes les critiques : des études montrent que l'encyclopédie collaborative n'a rien à envier en termes de fiabilité à la prestigieuse *Encyclopaedia Britannica* 19. Il existe une culture participative sur le web, irréductible aux effets d'asservissement produits par le biopouvoir informatique. Les sujets ne sont pas de simples « récepteurs », ils font preuve de distance critique et

16. Voir une intéressante variante, au cœur de ce questionnement, avec le dernier film de Pedro Almodovar, *la Piel que habito* (2011)

17. Depuis 2003, des personnes paralysées ont pu retrouver l'usage de certains nerfs moteurs grâce à des implants électroniques. Le professeur Warwick, de l'Université de Reading (UK), a implanté dans son bras et celui de sa femme des électrodes qui communiquent entre elles. Des recherches du département américain de la Défense visent à établir des interfaces entre cerveaux humains et ordinateurs. (source : *Les mystères du cerveau*, Anne Debroise, Petite encyclopédie Larousse, 2005)

18. Yann Moulier-Boutang, proche des thèses de Toni Negri, affirme dans *Le capitalisme cognitif ou la nouvelle grande transformation* (Amsterdam 2007) que l'intelligence immatérielle de la révolution informatique favorise une « pollinisation » d'interactions et rend possible une coopération, un lien social.

19. Voir *Sciences humaines* n° 229, septembre 2011, p. 54 sqq.

même de créativité, reconstituant à l'occasion de véritables sociabilités²⁰, certes temporaires et souvent seulement virtuelles. La citoyenneté n'est pas absente des interactions numériques, comme les révolutions arabes de 2011, mais aussi des plate-formes revendicatives comme Avaaz le rappellent. Ira-t-on jusqu'à parler d'auto-socio-construction numérique ?²¹ Il reste à explorer ces nouvelles formes de sociabilité et d'éducation populaire, en devenir constant, qui ne coïncident pas avec les traditions pédagogiques et militantes et les rituels scolaires, associatifs ou syndicaux auxquels nous étions habitués. Le « présentiel » n'est pas la condition des échanges, et il faut sans doute appren-

dre à accepter un paysage en recomposition permanente, loin des institutions pérennes et rassurantes d'autrefois ; c'est le prix à payer pour une mobilité plus grande des sujets. Serait-ce à dire que l'Éducation risque fort d'échapper aux lieux et aux cadres qui en sont, encore mais de moins en moins, le théâtre ?

20. Voir les travaux d'Henry Jenkins, chercheur du MIT, co-auteur de *Spreadable Media* (à paraître en 2012 : voir à ce sujet *Sciences humaines*, op.cit.)

21. Selon Michel Serres, l'ordinateur est une sorte d'externalisation technique de certaines fonctions, comme le calcul ou le stockage d'informations, qui surchargent inutilement le cerveau, rendant celui-ci davantage disponible pour la créativité.